



Les Cahiers d'EMAM

Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée

34 | 2022

Le Nord du Maroc. Intégration, inégalités et résistances

[FOCALE] *Hirak* du Rif : marginalisation, mémoire, mouvance

Hirak al Rif: marginalisation, memory, movement

Christoph H. Schwarz



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/emam/4484>

DOI : 10.4000/emam.4484

ISSN : 2102-6416

Éditeur

Équipe Monde arabe Méditerranée (EMAM) - CITERES

Ce document vous est fourni par Université Paris Nanterre



Référence électronique

Christoph H. Schwarz, « [FOCALE] *Hirak* du Rif : marginalisation, mémoire, mouvance », *Les Cahiers d'EMAM* [En ligne], 34 | 2022, mis en ligne le 16 décembre 2022, consulté le 08 septembre 2024. URL : <http://journals.openedition.org/emam/4484> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/emam.4484>

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

[FOCALE] *Hirak* du Rif : marginalisation, mémoire, mouvance

Hirak al Rif: marginalisation, memory, movement

Christoph H. Schwarz

- 1 À l'automne 2016, dans la ville portuaire d'Al Hoceima, au nord du Rif, à près de 300 km du Tanger, se sont déroulées les plus grandes protestations socio-économiques du Maroc depuis 2010-2011, début des Printemps arabes. Le mouvement de protestation, qui devait prendre le nom de *hhirāk ar-rîf* [mouvement du Rif] ou *hhirāk ashsha'bi bil-rîf* [mouvement populaire au Rif] (désormais dans ce texte simplement : *hirak* ou *hirak du Rif*)¹, a été déclenché par la mort de Mohcine Fikri, un vendeur de poissons, lors d'un affrontement avec la police le 28 octobre 2016. Ce dernier avait acheté un chargement d'espadons que la police a confisqué, arguant qu'il avait été pêché illégalement ; beaucoup soupçonnent qu'ils voulaient lui extorquer de l'argent. Lorsque les agents ont jeté le chargement dans une benne à ordures, Fikri a sauté dans le camion pour tenter de sauver sa marchandise. Un des policiers aurait donné l'ordre d'activer le compacteur. Fikri a été broyé. Des photographies du corps de Fikri dans le compacteur se sont ensuite répandues comme une traînée de poudre sur Internet. Les jours suivants ont vu des protestations massives contre les violences policières et contre la *hogra* en général, l'arbitraire et l'humiliation des gens ordinaires par les autorités (Mouna, 2018a, p. 131). C'est à partir de ces manifestations que le mouvement *hirak* s'est formé et qu'il a mobilisé non seulement la population d'Al Hoceima, mais aussi des villages environnants, et qu'il s'est mué en mouvement de masse (Wolf, 2018 ; Aidi, 2017 ; Esmili, 2018). Après avoir ignoré dans un premier temps les protestations, le gouvernement a déployé 25 000 policiers pour contenir une population de 50 000 personnes (Esmili, 2018). Néanmoins, le mouvement a réussi à maintenir des protestations massives jusqu'en mai 2017, date à laquelle les autorités ont renforcé leur répression et incarcéré de nombreux militants, dont son porte-parole le plus connu, Nasser Zefzafi. À l'été 2018, ces prisonniers ont été condamnés, certains à des peines

lourdes allant jusqu'à 20 ans d'emprisonnement. Les avocats ont fait appel, mais le verdict a été confirmé par les tribunaux marocains au printemps 2019. En 2019 et 2020 ont eu lieu deux vagues de grâces royales et des dizaines d'activistes ont recouvré la liberté, mais 23 d'entre eux, dont N. Zefzafi, sont toujours en prison. De nombreux Marocains considèrent qu'il s'agit d'un retour aux « années de plomb », la phase de répression violente de la dissidence sous l'ancien roi Hassan II.

- 2 Avec ses protestations à la fois dynamiques et pacifiques, auxquelles les femmes ont participé dès le début, le mouvement a eu une grande résonance au-delà du Rif. Une déclaration publique de professeurs de Sciences sociales et de membres de plusieurs universités marocaines en juin 2017 a clairement montré que les problèmes thématiques par le mouvement touchent l'ensemble du pays et pourraient être soulevés de la même manière par les citoyens dans de nombreuses autres régions du Maroc (*TelQuel*, 2017). Ainsi, les marches de solidarité de cette année-là à Casablanca et à Rabat, avec des dizaines de milliers de participants, ont été les plus grandes manifestations depuis les Printemps arabes. Ils ont uni des formations politiques très différentes, des gauchistes aux islamistes, en passant par les militants du mouvement *amazigh*. Pour beaucoup de Marocains, la mort violente de Fikri incarne la précarité socio-économique des jeunes générations, la corruption, ainsi que l'abus d'autorité qui sévissent au Maroc.
- 3 En même temps, il est évident que les protestations sociales du *hirak* ne se fondent pas uniquement sur la situation socio-économique et politique générale au Maroc, mais aussi sur l'expérience historique collective spécifique de la population du Rif. Le cas de Fikri s'inscrit en effet dans une longue histoire de violences exercée par la monarchie marocaine à l'encontre de la population rifaine. Un grand nombre de militants considèrent que l'humiliation de Fikri révèle aussi une forte discrimination ethnique de la part des autorités, perçues majoritairement comme arabes, vis-à-vis d'une population largement *amazigh*, et dont la langue maternelle est le *tarîft*, la variante locale du *tamazight*. Symptomatiquement, le manifeste que le mouvement *hirak* a présenté au public marocain contient aussi des revendications culturelles, notamment l'usage du *tamazight* dans les institutions publiques. Néanmoins, le manifeste se concentre avant tout sur des revendications socio-économiques très détaillées comme les investissements gouvernementaux dans les structures de l'industrie locale, de la pêche par exemple. Le mouvement *hirak* insiste également pour que les banques du Rif engagent les vastes transferts de fonds qu'elles reçoivent de la diaspora dans le développement local, et non dans des projets prestigieux à Casablanca ou Rabat. Finalement, le mouvement fait campagne pour créer un hôpital équipé d'un centre oncologique effectif, une revendication qui renvoie à l'histoire coloniale, comme nous le verrons par la suite.

Les traces actuelles de la violence coloniale

- 4 Selon différentes organisations de la société civile et des médecins spécialisés, le Rif est la région du Maroc qui enregistre le plus grand nombre de cas de cancers. À cet égard, beaucoup d'activistes et plusieurs auteurs soupçonnent un lien avec les résidus de gaz moutarde de fabrication allemande que l'armée coloniale espagnole a massivement employé dans la guerre contre la République du Rif (1921-1926) (Cala, 2015 ; Sidiguitiebe, 2015 ; Balfour, 2002 ; Casqueiro, 2015). Le projet anticolonial, proclamé par le charismatique Abdelkrim El Khattabi, avait réussi à unir la population du Rif.

L'armée de guérilla recrutée par ses soins dans les villages de la région a infligé de graves pertes aux troupes coloniales et les a repoussées dans l'enclave de Melilla. En réponse, l'armée espagnole a déversé environ 500 tonnes de gaz moutarde sur la région, et on soupçonne que les eaux souterraines sont encore contaminées dans de nombreuses zones. L'hypothèse d'un lien entre le taux de cancer actuel et l'utilisation de gaz toxiques à l'époque ne fait pas l'unanimité (Madariaga, 2015). Mais, jusqu'à présent, les tentatives de clarifier la situation et d'étudier ce lien ont été stoppées par le gouvernement (Balfour, 2002, p. 129).

- 5 Les historiens considèrent que la guerre du Rif est la première guerre aérochimique de l'histoire, et probablement la première au cours de laquelle des armes chimiques ont été employées contre une population civile : l'armée espagnole a ciblé les marchés, les champs et les villages dans ses attaques, au cours desquelles les cartouches de gaz moutarde ont, le plus souvent, été larguées par des avions (Balfour, 2002 ; Kunz, Müller, 1990). Ce n'est qu'avec l'utilisation de gaz toxiques, le soutien militaire de la France, qui occupait la plus grande partie du Maroc, et des troupes du sultan Youssef, qui visait à reprendre le contrôle du Rif, que les Espagnols ont pu assurer leur domination sur la région pendant deux décennies supplémentaires. En 1956, année de l'Indépendance du Maroc, l'Espagne a finalement remis le Rif au nouveau roi Mohammed V. C'est ainsi qu'Abdelkrim El Khattabi, alors réfugié au Caire, a posé sa célèbre question au nouveau gouvernement : « Êtes-vous un gouvernement ou un gang ? », mettant ainsi en cause sa légitimité.

Indépendance du Maroc, marginalisation du Rif

- 6 De nombreux Rifains ont vécu l'Indépendance du Maroc comme une seconde colonisation : la tentative gouvernementale d'unifier le Rif, ex-colonie espagnole, avec le centre du pays, anciennement occupé par les Français, sous une administration de type français, a désavantagé les élites régionales ; les postes importants dans les institutions nouvellement créées dans le Rif ont été occupés par des fonctionnaires « métropolitains », et, de plus, aucun Rifain n'a été représenté dans le gouvernement national. La fermeture de la frontière avec l'Algérie et le remplacement de la *peseta* espagnole par le franc marocain ont aggravé la situation socio-économique. Le gouvernement a également prélevé de nombreux nouveaux impôts (Nahhass, 2017). La colère de la population était surtout dirigée contre le parti de l'*Istiqlal*, alors au gouvernement, mais qui n'avait que peu de soutien dans la région et qui tentait parfois d'y étendre son influence par la violence. Par conséquent, plusieurs bureaux de l'*Istiqlal* ont été incendiés et, vers la fin de l'année 1958, une révolte a éclaté, principalement portée par d'anciens combattants anticoloniaux. La réaction du monarque a été d'envoyer l'armée royale pour réprimer la révolte. Son fils, le prince héritier Hassan, chef d'État-Major des Forces armées, a mené l'opération militaire, avec environ 20 000 soldats sous ses ordres – occupant ainsi plus de 70 % des capacités des forces marocaines de l'époque – et l'utilisation des chars et des avions, avec comme conséquence des milliers de morts (Wyrtzen, 2015 ; Mouline, 2016). Ce qui a été mis en avant ces derniers temps, notamment après la sortie du film *Rif 58-59 : Briser le silence* (de T. El Idrissi, 2014), ce sont les violences sexuelles contre les populations locales. Après cette répression, la monarchie a placé par décret le Rif sous administration militaire pour une durée de quatre années. La région a été largement marginalisée dans

le développement ultérieur du pays et exclue des investissements dans les infrastructures et les grands projets. Les relations avec le pouvoir central ont donc continué à être marquées par des tensions qui ont éclaté à plusieurs reprises sous forme de révoltes.

- 7 En janvier 1984, des manifestations de masse ont à nouveau secoué le Rif, provoquées par la hausse des prix des produits de base, la décision du ministère de l'Éducation nationale d'augmenter les frais de scolarité, ou encore la restriction des accès à Melilla. Elles ont dégénéré en émeutes et ont été violemment réprimées, avec des dizaines de morts, de disparus et des arrestations massives. Hassan II, roi du Maroc depuis 1961, a envoyé de nouveau des chars et fustigé les manifestants à la télévision en les traitant de *awbâsh* ou [racaille(s)]. Qui plus est, il a appuyé ses propos d'une phrase restée célèbre, réactivant le traumatisme de la répression de 1958-1959 : « Vous avez connu le prince héritier Hassan [qui alors commandait l'Armée royale], je ne vous conseille pas de connaître Hassan II ! » (Nahhass, 2017).

La politique de commémoration sous Mohammed VI

- 8 La question des commémorations de l'histoire du Rif demeure un sujet délicat au Maroc. En dehors de l'aspect économique, et en considérant l'histoire violente entre le *makhzen* et la population du Rif, Mohammed VI avait en plus identifié la justice transitionnelle comme une autre approche pour redéfinir cette relation centre-périphérie complexe. Depuis son intronisation, de nombreuses initiatives de la société civile visant à promouvoir la mémoire historique avaient vu le jour dans le Rif. Avec la création de l'Instance Équité et Réconciliation (IER) en 2004, l'État a commencé à prendre en main le processus de reconstruction historique officielle. La commission avait pour mission de faire la lumière sur la violence politique des « années de plomb », et de promouvoir un processus de réconciliation basé sur la réparation matérielle et morale, sans toutefois recourir à des moyens juridiques (Nahhass, 2021). Lorsqu'elle a présenté les résultats de ses travaux au public, les militants de la société civile rifaine ont émis de nombreuses critiques, notamment sur le fait que les noms des auteurs et des responsables n'aient pas été mentionnés, ce qui était pourtant essentiel pour une clarification dans l'intérêt des victimes ; en outre, les réparations financières avaient été beaucoup trop faibles et trop rarement accordées. De plus, la répression brutale de la révolte du Rif de 1958-1959 n'a pas reçu suffisamment d'attention par rapport aux événements ultérieurs des années de plomb, et le rôle de la monarchie a été minimisé en mettant l'accent sur le rôle du parti de l'*Istiqlal*. Enfin, la commission a peu impliqué la diaspora : de nombreuses victimes, vivant désormais à l'étranger, n'ont même pas eu connaissance de la possibilité de demander une indemnisation et/ou de témoigner ; ceux qui l'ont fait ont souvent été déboutés (Nahhass, Bendella, 2021).
- 9 Dans ce contexte, les militants agissent également en tant qu'acteurs mnémoniques qui poursuivent leur propre politique de commémoration : le portrait d'Abdelkrim et le drapeau de la République du Rif étaient omniprésents dans les manifestations, donnant au mouvement une forte dimension mémorielle. La question provocatrice d'Abdelkrim El Khattabi « Êtes-vous un gouvernement ou un gang ? » a de nouveau surgi sur les banderoles du *hirak du Rif* en 2016-2017. Cependant, l'indépendance du Rif n'a jamais été une revendication du *hirak* ; néanmoins, il est évident que dans ces mobilisations de

mémoire collective les activistes mettent en question la légitimité de la monarchie, touchant ainsi une ligne rouge du régime.

Un développement éclair qui aggrave la marginalité ?

- 10 Si les dernières années du règne d'Hassan II ont été marquées à bien des égards par une ouverture politique générale qui devait en quelque sorte préparer le nouveau règne plus libéral de son fils Mohammed VI, depuis le couronnement de ce dernier en 1999, le nouveau roi a tenté de réconcilier le pouvoir central et sa périphérie rifaine. Les gouvernements successifs ont lancé de nombreuses initiatives de développement, notamment dans l'agglomération de Tanger, devenue le deuxième pôle économique du pays après Casablanca. Le nouveau port Tanger-Med est désormais le premier port à conteneurs d'Afrique : il est entouré de zones franches qui ont su accueillir de nombreuses entreprises internationales dont la plate-forme *Renault/Dacia* devenue la plus grande fabrique d'automobiles en Afrique. La région est également la tête de pont de la première ligne TGV du continent (Mareï, Wippel, 2020). Cependant, il faut noter que ces initiatives fructueuses n'ont profité qu'à une petite élite locale, plutôt au nord-ouest du pays (Suárez Collado, 2017 ; 2018). On pourrait même supposer que la proximité avec un *hub* économique international comme Tanger-Med aggrave les sentiments de marginalisation dans la région d'Al Hoceima. Cela vaut certainement aussi pour la proximité évidente des standards de vie européens, représentés par la ville voisine de Melilla, qui constitue, avec Ceuta, une seule frontière terrestre Afrique/Union européenne. De plus, les expériences et les récits de l'importante diaspora rifaine en Europe contribuent aussi à porter un regard critique sur la situation politique et le développement socio-économique du Maroc en général (Schwarz, 2021).
- 11 Pour conclure, il faut constater que, 100 ans après la République du Rif, 60 ans après la Révolte du Rif, une quarantaine d'années après les protestations de 1984, et 6 ans après les *hirak*, la réconciliation entre le *makhzen* et la population du Rif n'est pas encore acquise, et les plans de développement de la monarchie semblent insuffisamment connectés aux réalités locales pour inverser durablement la tendance.

BIBLIOGRAPHIE

Aidi H., 2017, « Les blessures ouvertes du Rif », *Multitudes*, n° 68, p. 10-18. <https://doi.org/10.3917/mult.068.0010>

Balfour S., 2002, *Deadly Embrace. Morocco and the Road to the Spanish Civil War*, Oxford, Oxford University Press.

Cala A., 2015, "The Link Between Cancer and a Century-Old Spanish War", *OZY, Live Curiously*, 24/08/2015 [En ligne]. <https://www.ozy.com/flashback/the-link-between-cancer-and-a-century-old-spanish-war/62360/>

- Casqueiro J., 2015, "El cáncer que aún bombardea el Rif. ONG marroquíes reclaman a España y Francia que reparen los daños de las armas", *El País*, 04/02/2015 [En ligne]. https://elpais.com/politica/2015/02/03/actualidad/1422987168_609335.html
- El Idrissi T., 2014, *Rif 58-59 : Briser le silence* [Film].
- Esmili H., 2018, « Faire communauté. Politique, charisme et religion au sein du Hirak », *Tumultes*, n° 50, p. 131-149. <https://doi.org/10.3917/tumu.050.0131>
- Kunz R., Müller R.-D., 1990, *Giftgas gegen Abd el Krim. Deutschland, Spanien und der Gaskrieg in Spanisch-Marokko 1922-1927*, Freiburg, Rombach.
- Madariaga (de) M.R., 2015, *La guerra química en el Rif y su relación con el cáncer. Es difícil relacionar la iperita con la enfermedad por una única exposición*, 17/02/2015 [En ligne]. https://elpais.com/politica/2015/02/16/actualidad/1424122202_627593.html
- Mareï N., Wippel S., 2020, « Une perspective urbaine de la régionalisation du monde : Tanger, métropole (eur)africaine », *Belgeo*, 4 | 2020, p. 1-20. <http://journals.openedition.org/belgeo/43518>
- Mohsen-Finan K., Vermeren P., 2018, *Dissidents du Maghreb*, Paris, Belin.
- Mouline N., 2016, « Qui sera l'État? Le soulèvement du Rif reconsidéré (1958-1959) », *Le carnet du Centre Jacques Berque*. <https://cjb.hypotheses.org/186>
- Mouna K., 2018a, *Identité de la Marge. Approche anthropologique du Rif*, Bruxelles, Peter Lang.
- Mouna K., 2018b, « Les Hirak au Maroc : faut-il un nouveau regard ? », *EspacesTemps.net*, 14/09/2018 [En ligne]. <https://www.espacestemp.net/en/articles/les-hirak-au-maroc-faut-il-un-nouveau-regard/>
- Nahhass B., 2017, "A museum for governing marginality. Conflicts over the heritage industry in the Rif", *Recherches du CRESC*, n° 1, p. 1-26.
- Nahhass B., 2021, « Les associations de la mémoire dans le Rif et le processus de réconciliation », p. 31-38, in Crivello M., Dirèche K. (dir.), *Traversées des mémoires en Méditerranée. La réinvention du « lien ». XIX^e-XX^e siècle*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence.
- Nahhass B., Bendella A., 2021, « Le Rif : les méandres d'une réconciliation », *L'Année du Maghreb*, 26 | 2021, p. 141-156. <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/10170>
- Schwarz C.H., 2021, « Le hirak du Rif et la diaspora en Europe : espaces mentaux enchevêtrés », p. 81-100, in Dihstelhoff J., Pardey C., Ouaisa R., Pannewick F. (eds.), *Entanglements of the Maghreb. Cultural and Political Aspects of a Region in Motion*, Bielefeld, Transcript.
- Sidiguitiebe C., 2015, « Guerre du Rif : des associations réclament un hôpital d'oncologie à Nador », *TelQuel*, 05/02/2015 [En ligne]. https://telquel.ma/2015/02/05/guerre-du-rif-associations-reclament-hopital-doncologie-nador_1433202
- Suárez Collado Á., 2017, "Le Temps des Cerises" in Rif: Analysis of a Year of Protests in Northern Morocco, CIDOB, Barcelona Center for International Affairs, 11/2017 [En ligne]. https://www.cidob.org/en/publications/publication_series/notes_internacionals/n1_184/le_temps_des_cerises_in_rif_analysis_of_a_year_of_protests_in_northern_morocco
- Suárez Collado Á., 2018, "Centre-Periphery Relations and the Reconfiguration of the State's Patronage Networks in the Rif", p. 169-191, in Ruiz de Elvira L., Schwarz C.H., Weipert-Fenner I. (dir.), *Clientelism and Patronage in the Middle East and North Africa. Networks of Dependency*, Londres, Routledge.

TelQuel, 2017, *Hirak : qu'en disent des chercheurs en sciences humaines et sociales ?*, 12/06/2017 [En ligne]. https://test.telquel.ma/2017/06/12/hirak-qua-dissent-chercheurs-en-sciences-humaines-sociales_1550319

Wolf A., 2018, "Morocco's Hirak movement and legacies of contention in the Rif", *The Journal of North African Studies*, n° 24, p. 16.

Wyrzten J., 2015, *Making Morocco: Colonial Intervention and the Politics of Identity*, Ithaca, Cornell University Press.

NOTES

1. Le terme *hhirâk* marque dans ce contexte une rupture avec les mouvements sociaux précédents, comme le mouvement ouvrier ou le mouvement des femmes, ou encore le Mouvement du 20 Février, la version marocaine du « Printemps arabe ». Toutes ces protestations sont désignées par le substantif *hharaka*, qui est traduit dans la littérature francophone par *mouvement*. Le substantif verbal *hhirâk* serait en revanche plus correctement traduit par *mouvance* (voir, par exemple, Mohsen-Finan, Vermeren, 2018, p. 62). Ce terme met l'accent sur le « mouvement permanent » et donc sur un mouvement d'un nouveau type qui, selon K. Mouna (2018b), vise à « faire bouger les lignes politiques » ; il se veut « apolitique », dans la mesure où il refuse « l'inscription de la forme protestataire dans le champ politique » (Esmili, 2018, p. 136), c'est-à-dire, l'institutionnalisation et la représentation au-delà de l'assemblée publique ; de là, il exclut résolument les partis ou toute organisation politique établie.

INDEX

Mots-clés : Maghreb, Maroc, Rif, Mouvements sociaux, Protestations sociales, Mémoire collective, Marginalisation, Temporalité

Keywords : Maghreb, Morocco, Rif, Social Movements, Social Protests, Collective Memory, Marginalization, Temporality

AUTEUR

CHRISTOPH H. SCHWARZ

Professeur assistant, Département d'interventions psycho-sociales et de recherches en communication, Faculté d'Éducation, Université d'Innsbruck, Autriche
christoph.schwarz@uibk.ac.at